

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 2077 [C — 2007/11255]

**27 AVRIL 2007. — Loi modifiant la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, l'article 179, § 2, 10<sup>o</sup>, est, in fine, complété comme suit :

« L'Organisme peut être habilité par le Roi, par la voie d'un arrêté délibéré en Conseil des Ministres à procéder, en son nom et pour son compte, à des expropriations indispensables à la réalisation de ses objets et des tâches qui lui ont été imposées. »

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Énergie,  
M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session 2006-2007.*

La Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* Projet de loi, n° 51-2987/1. – Rapport fait au nom de la Commission, n° 51-2987/2. – Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2987/3.

Sénat :

*Documents parlementaires.* Projet non évoqué par le Sénat, n° 3-2402/1.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 2077 [C — 2007/11255]

**27 APRIL 2007. — Wet tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 wordt artikel 179, § 2, 10<sup>o</sup> in fine als volgt aangevuld :

« De Instelling kan door de Koning, bij een in ministerraad overlegd besluit, gemachtigd worden om in eigen naam en voor eigen rekening over te gaan tot onteigeningen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van haar doelstellingen en opgelegde taken. »

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Energie,  
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) *Zitting 2006-2007.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* Wetsontwerp, nr. 51-2987/1. – Verslag namens de Commissie, nr. 51-2987/2. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2987/3.

Senaat :

*Parlementaire stukken.* Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-2402/1.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 2078 [C — 2007/22729]

**25 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à l'assurance obligatoire prévue par la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte**

AVIS 42.190/1

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Classes moyennes, le 26 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'assurance obligatoire prévue par la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte », a donné le 22 février 2007 l'avis suivant :

Portée et fondement juridique du projet

1. La loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte a été profondément modifiée par la loi du 15 février 2006 relative à l'exercice de la profession d'architecte dans le cadre d'une personne morale.

Selon son article 16, l'entrée en vigueur de la loi du 15 février 2006 est réglée comme suit :

« Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi, au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

La présente loi ne peut entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 4. (1)

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les articles 11 et 14 entrent en vigueur le dixième jour suivant leur publication au *Moniteur belge*.

(...)

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 2078 [C — 2007/22729]

**25 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte verzekering voorzien door de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect**

ADVIES 42.190/1

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 26 januari 2007 door de Minister van Middenstand verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de verplichte verzekering voorzien door de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect », heeft op 22 februari 2007 het volgende advies gegeven :

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. De wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect is ingrijpend gewijzigd bij de wet van 15 februari 2006 betreffende de uitoefening van het beroep van architect in het kader van een rechtspersoon.

De inwerkingtreding van de wet van 15 februari 2006 is luidens zijn artikel 16 als volgt geregeld :

« Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze wet mag niet in werking treden voor de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 4. (1)

In afwijking van het eerste en tweede lid, treden de artikelen 11 en 14 in werking tien dagen na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

(...)

Le projet soumis pour avis comprend une disposition, à savoir l'article 9, alinéa 1 », qui fixe au 1<sup>er</sup> juillet 2007 l'entrée en vigueur de la loi du 15 février 2006 et donc également les modifications apportées à la loi du 20 février 1939. Il s'agit également de la date à laquelle les dispositions du projet entreront en vigueur.

Dans la mesure où le projet entend mettre en oeuvre la loi du 15 février 2006, il tire son fondement juridique de l'article 16 de cette loi.

2. L'article 2, § 4, de la loi du 20 février 1939, tel qu'il a été modifié par la loi du 15 février 2006, dispose que nul ne peut exercer la profession d'architecte sans être couvert par une assurance, « conformément à l'article 9 ». Les deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi, tel que cet article a été rétabli par la loi du 15 février 2006 et modifié par la loi du 20 juillet 2006, s'énoncent comme suit :

(1) L'article 4, cité, de la loi du 15 février 2006 rétablit l'article 9 de la loi du 20 février 1939.

« Toute personne physique ou personne morale autorisée à exercer la profession d'architecte conformément à la présente loi et dont la responsabilité, en ce compris la responsabilité décennale, peut être engagée en raison des actes qu'elle accomplit à titre professionnel ou des actes de ses préposés doit être couverte par une assurance. Cette assurance peut s'inscrire dans le cadre d'une assurance globale pour toutes les parties intervenant dans l'acte de bâtir.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités et les conditions de l'assurance qui doit permettre une couverture adéquate du risque au bénéfice du maître de l'ouvrage, notamment :

- le plafond minimal à garantir;
- l'étendue de la garantie dans le temps;
- les risques qui doivent être couverts ».

A l'exception de ses articles 8 (voir l'observation formulée au 3) et 9, alinéa 1<sup>er</sup> (voir l'observation formulée au 1), le projet soumis pour avis entend donner exécution à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 20 février 1939 qui procure en principe également un fondement juridique au projet.

3. L'article 8 du projet prévoit la nullité du contrat d'architecture si la preuve du respect de l'obligation d'assurance ne peut être produite.

Le Conseil d'Etat, section de législation, ne voit pas quelle disposition légale pourrait fournir le fondement juridique à cet effet. Cette disposition doit dès lors être omise du projet.

#### Examen du texte

##### Préambule

Pour des motifs liés à l'usage en légistique on rédigera le premier alinéa du préambule comme suit :

« Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 9, rétabli par la loi du 15 février 2006 et modifié par la loi du 20 juillet 2006; »,

Vu l'observation relative au fondement juridique, il convient d'ajouter au préambule, après le premier alinéa, un alinéa nouveau faisant référence à l'article 16 de la loi du 15 février 2006 qui habilite le Roi à régler l'entrée en vigueur de la plupart de ses articles.

##### Article 4

1. Il est d'usage en légistique d'indiquer les subdivisions d'une énumération par 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, etc., et, lorsqu'une de ces subdivisions comporte une autre énumération, par *a*), *b*), etc. Les indications « *a* », « *b* » et « *c* » de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> », doivent dès lors être remplacées par « 1<sup>o</sup> », « 2<sup>o</sup> » et « 3<sup>o</sup> ».

La même observation s'applique à l'article 5 du projet.

2. Dès lors qu'il est préférable, dans un texte continu, d'indiquer les unités monétaires en toutes lettres, on remplacera chaque fois à l'alinéa 1<sup>er</sup> le signe « € » par le mot « euros ».

3. Conformément à l'article 190 de la Constitution, on remplacera chaque fois le mot « publicatie » dans le texte néerlandais de l'alinéa 2 de l'article 4 par le mot « bekendmaking ».

##### Article 5

Dès lors que le projet énonce les conditions minimales auxquelles les contrats d'assurance doivent satisfaire et que le délégué a confirmé qu'il s'agit d'une énumération limitative, il vaut mieux rédiger la phrase introductive de l'article 5 comme suit :

« Peuvent uniquement être exclus de la couverture : ».

Het om advies voorgelegde ontwerp bevat een bepaling, met name artikel 9, eerste lid, waarmee de wet van 15 februari 2006 en dus ook de wijzigingen aan de wet van 20 februari 1939 in werking worden gesteld op 1 juli 2007. Dat is ook de datum waarop de bepalingen van het ontwerp in werking zullen treden.

In de mate dat het ontwerp ertoe strekt de wet van 15 februari 2006 in werking te stellen, vindt het rechtsgrond in artikel 16 van die wet.

2. Artikel 2, § 4, van de wet van 20 februari 1939, zoals gewijzigd bij de wet van 15 februari 2006, bepaalt dat niemand het beroep van architect mag uitoefenen zonder door een verzekering gedekt te zijn « overeenkomstig artikel 9 ». De eerste twee leden van artikel 9 van de wet, zoals dat artikel is hersteld bij de wet van 15 februari 2006 en gewijzigd bi) de wet van 20 juli 2006, luiden :

(1) Het vermelde artikel 4 van de wet van 15 februari 2006 herstelt artikel 9 van de wet van 20 februari 1939.

« Alle natuurlijke personen of rechtspersonen die ertoe gemachtigd werden overeenkomstig deze wet het beroep van architect uit te oefenen en van wie de aansprakelijkheid, met inbegrip van de tienjarige aansprakelijkheid, kan worden verbonden wegens de handelingen die zij beroepshalve stellen of de handelingen van hun aangestelden dienen door een verzekering te zijn gedekt. Deze verzekering kan kaderen in een globale verzekering voor alle partijen die in de bouwakte voorkomen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels en de voorwaarden van de verzekering die een adequate risicodekking ten voordele van de opdrachtgever mogelijk dient te maken, onder meer :

- het minimum te waarborgen plafond;
- de uitgebreidheid in de tijd van de waarborg;
- de risico's die gedekt dienen te worden ».

Het om advies voorgelegde ontwerp beoogt uitvoering te geven aan artikel 9, tweede lid, van de wet van 20 februari 1939, dat het ontwerp in rangsel ook tot rechtsgrond strekt, met uitzondering van artikel 8 (zie randnummer 3, hierna) en artikel 9, eerste lid, van het voorliggende ontwerp (zie randnummer- 1).

3. Artikel 8 van het ontwerp voorziet in de nietigheid van de architectuurovereenkomst bij ontstentenis van het bewijs van de eerbiediging van de verzekeringsverplichting.

De Raad van State, afdeling wetgeving, ziet niet welke wettelijke bepaling daarvoor rechtsgrond zou kunnen bieden. Die bepaling dient derhalve uit het ontwerp te worden weggelaten.

#### Onderzoek van de tekst

##### Aanhef

Om legistische redenen stelle men het eerste lid van de aanhef als volgt :

« Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 9, hersteld bij de wet van 15 februari 2006 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006; »,

Gelet op wat over de rechtsgrond is opgemerkt, dient in de aanhef na het eerste lid een nieuw lid te worden toegevoegd waarin wordt verwezen naar, artikel 16 van de wet van 15 februari 2006, dat de Koning machtigt om de inwerkingtreding van de meeste artikelen ervan te regelen.

##### Artikel 4

1. Het is legistisch gebruikelijk de onderdelen van een opsomming aan te geven met 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>,..., en, wanneer in een onderdeel van een opsomming een verdere opsomming voorkomt, met *a*), *b*), ... De vermeldingen « *a* », « *b* » en « *c* » in artikel 4, eerste lid, moeten daarom worden vervangen door « 1<sup>o</sup> », « 2<sup>o</sup> » en « 3<sup>o</sup> ».

Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 5 van het ontwerp.

2. Aangezien in lopende tekst munteenheden bij voorkeur voluit worden geschreven, vervange men in het eerste lid het teken « € » telkens door het woord « euro ».

3. Gelet op het bepaalde in artikel 190 van de Grondwet vervange men het woord « publicatie » in de Nederlandse tekst van het tweede lid van artikel 4 telkens door het woord « bekendmaking ».

##### Artikel 5

Aangezien het ontwerp minimumvoorwaarden bevat waaraan de verzekeringsovereenkomsten dienen te voldoen en de gemachtigde heeft bevestigd dat het om een limitatieve opsomming gaat, kan de inleidende zin van artikel 5 beter als volgt luiden :

« Mogen enkel uitgesloten worden van de dekking : ».

## Article 7

1. L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, renvoie à un modèle de certificat annexé à l'arrêté. La version soumise pour avis est toutefois dépourvue d'annexe, de sorte que le projet devra être complété sur ce point.

2. Dans le texte néerlandais de l'article 7, alinéa 3, il vaudrait mieux utiliser à la place du mot « ontbinden » le mot « opzeggen » qui exprime plus précisément la portée de la disposition.

## Article 9

1. Dès lors que la loi du 15 février 2006 n'est pas intégralement mise en oeuvre - certaines dispositions sont déjà en vigueur - la disposition en projet doit être adaptée.

2. Tant à l'alinéa 2 qu'à l'alinéa 3 de l'article 9 du projet, il vaut mieux écrire « conventions d'architecture » que « conventions ».

3. Pour des motifs liés à la correction de la langue, il convient de remplacer dans le texte néerlandais de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3 de l'article 9 le mot « afgesloten » par le mot « gesloten ».

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert et W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat;

M. Rigaux et M. Tison, assessseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme G. Scheppers, auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Baert.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

M. Van Damme.

**25 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à l'assurance obligatoire prévue par la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 9, rétabli par la loi du 15 février 2006 et modifié par la loi du 20 juillet 2006;

Vu la loi du 15 février 2006 relative à l'exercice de la profession d'architecte dans le cadre d'une personne morale, notamment l'article 16;

Vu l'avis de la Commission des Assurances en date du 13 novembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 décembre 2006;

Vu l'accord du de Notre Ministre du Budget, donné le 19 janvier 2007,

Vu l'avis 42.190/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 février 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Ministre de l'Economie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Tout contrat d'assurance souscrit en vertu de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte contient des garanties au moins conformes aux conditions minimales déterminées par le présent arrêté.

**Art. 2.** L'assurance couvre la responsabilité civile résultant de l'activité d'architecte pour autant qu'elle ait trait aux travaux exécutés et prestations délivrées en Belgique.

**Art. 3.** Sont considérés comme assurés toute personne physique ou morale autorisée à exercer la profession d'architecte mentionnée dans le contrat d'assurance ainsi que ses préposés.

## Artikel 7

1. In artikel 7, eerste lid, wordt verwezen naar een model van certificaat, dat als bijlage bij het besluit hoort. In de versie zoals die om advies is voorgelegd is evenwel geen bijlage gevoegd, zodat het ontwerp op dit vlak moet worden aangevuld.

2. In de Nederlandse tekst van artikel 7, derde lid, zou in plaats van het woord « ontbinden » beter het woord « opzeggen » worden gebruikt, dat accurater weergeeft wat wordt bedoeld.

## Artikel 9

1. Aangezien de wet van 15 februari 2006 niet geheel in werking wordt gesteld - een aantal bepalingen zijn reeds in werking -, dient de ontworpen bepaling te worden aangepast.

2. Zowel in het tweede als in het derde lid van artikel 9 van het ontwerp kan beter « architectuurovereenkomsten » worden geschreven in plaats van « overeenkomsten ».

3. Om taalkundige redenen dient in de Nederlandse tekst van het tweede en het derde lid van artikel 9 het woord « afgesloten » vervangen te worden door het woord « gesloten ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert en W. Van Vaerenbergh, Staatsraden;

M. Rigaux en M. Tison, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

Het verslag werd uitgebraeht door Mevr. G. Scheppers, auditeur.

(...)

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

M. Van Damme.

**25 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte verzekering voorzien door de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 9, hersteld bij de wet van 15 februari 2006 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006;

Gelet op de wet van 15 februari 2006 betreffende de uitoefening van het beroep van architect in het kader van een rechtspersoon, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen van 13 november 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 11 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 19 januari 2007,

Gelet op advies 42.190/1 van de Raad van State, gegeven op 22 februari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Minister van Economie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Elke verzekeringsovereenkomst die onderschreven wordt krachtens de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect, bevat waarborgen die ten minste in overeenstemming zijn met de minimumvoorwaarden die bij dit besluit worden bepaald.

**Art. 2.** De verzekering dekt de burgerlijke aansprakelijkheid voortvloeiend uit de activiteit van architect voor zover deze activiteit betrekking heeft op de in België uitgevoerde werken en geleverde prestaties.

**Art. 3.** Worden beschouwd als verzekerden, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die er toe gemachtigd is het beroep van architect uit te oefenen en die in de verzekeringsovereenkomst vermeld staat alsook zijn aangestelden.

Le personnel, les stagiaires et autres collaborateurs d'une personne physique ou morale autorisée à exercer la profession d'architecte sont considérés comme ses préposés lorsqu'ils agissent pour son compte.

Dans le cas d'une personne morale, sont également couverts, les administrateurs, gérants, membres de comité de direction et tous les autres organes de la personne morale chargés de la gestion ou de l'administration de la personne morale quelle que soit la dénomination de leur fonction, lorsqu'ils agissent pour le compte de la personne morale dans le cadre de l'exercice de la profession d'architecte.

**Art. 4.** La couverture de la responsabilité civile prévue dans le contrat d'assurance, ne peut être inférieure par sinistre à :

1° 1.500.000 euros pour les dommages résultant de lésions corporelles;

2° 500.000 euros pour le total des dégâts matériels et dommages immatériels;

3° 10.000 euros pour les objets confiés à l'assuré.

Le montant mentionné au point 1° est lié à l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui du mois précédant celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* (base 2004 = 100). Les montants mentionnés aux points 2° et 3° sont liés à l'indice ABEX, l'indice de départ étant celui du mois précédant celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Peuvent uniquement être exclus de la couverture :

1° les dommages résultant de la radioactivité;

2° les dommages résultant de lésions corporelles suite à l'exposition aux produits légalement interdits.

**Art. 6.** La garantie d'assurance porte sur les demandes en réparation formulées par écrit à l'encontre des assurés ou de l'entreprise d'assurance pendant la durée du contrat d'assurance sur la base d'une responsabilité couverte dans ce contrat et qui ont trait aux dommages survenus pendant la même durée.

La garantie s'étend aux demandes en réparation formulées dans un délai de 10 ans à compter du jour où il est mis fin à l'inscription au tableau de l'Ordre des architectes.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** L'entreprise d'assurance est tenue de délivrer au plus tard le 31 mars de chaque année au Conseil de l'Ordre des Architectes une liste électronique reprenant les architectes ayant conclu un contrat d'assurance. Ce document contient le numéro d'entreprise et le nom de l'architecte, le numéro de police d'assurance et la date du début et de la fin de la couverture d'assurance.

L'entreprise d'assurance ou l'architecte ne peut résilier un contrat d'assurance sans en avoir averti le Conseil de l'Ordre des Architectes compétent par courrier recommandé ou par courrier électronique équivalent au plus tard 15 jours avant la prise d'effet de la résiliation dont il communique concomitamment la date.

Chaque trimestre, l'entreprise d'assurance transmet, au Conseil de l'Ordre des Architectes, une liste électronique des contrats d'assurance qui sont soit résiliés, suspendus ou dont la couverture est suspendue.

§ 2. La convention d'architecture reprend obligatoirement le nom de la compagnie d'assurance de l'architecte, le numéro de sa police ainsi que les coordonnées du Conseil de l'Ordre des Architectes qui peut être consulté dans le cadre du respect de l'obligation d'assurance.

**Art. 8.** La loi du 15 février 2006 relative à l'exercice de la profession d'architecte dans le cadre d'une personne morale, à l'exception des articles 11 et 14, et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Les dispositions de la loi et du présent arrêté s'appliquent aux conventions d'architecture qui sont conclues à partir de l'entrée en vigueur de la loi et du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux contrats d'assurance souscrits à compter de l'entrée en vigueur de la loi et du présent arrêté. Elles s'appliquent également aux contrats d'assurance existants qui couvriront les conventions d'architecture conclues après l'entrée en vigueur de la loi et du présent arrêté.

Het personeel, de stagiairs en andere medewerkers van een natuurlijke persoon of rechtspersoon die ertoe gemachtigd is het beroep van architect uit te oefenen, worden beschouwd als zijn aangestelden wanneer zij voor zijn rekening handelen.

Zijn eveneens verzekerd in het geval van een rechtspersoon, de bestuurders, zaakvoerders, leden van het directiecomité en alle andere organen van de rechtspersoon die belast zijn met het beheer of het bestuur van de rechtspersoon, welke benaming ze ook hanteren wanneer zij handelen voor rekening van de rechtspersoon in het raam van de uitoefening van het beroep van architect.

**Art. 4.** De dekking in geval van burgerlijke aansprakelijkheid die in de verzekeringsovereenkomst voorzien is, mag per schadegeval niet lager zijn dan :

1° 1.500.000 euro voor de schade voortvloeiend uit lichamelijke letsels;

2° 500.000 euro voor het totaal van de materiële en immateriële schade;

3° 10.000 euro voor de voorwerpen die aan de verzekerde zijn toevertrouwd.

Het bedrag in punt 1° is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijs, met als basisindex deze van de maand die de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* voorafgaat (basis 2004= 100). De bedragen in de punten 2° en 3° zijn gekoppeld aan de ABEX-index, met als basisindex deze van de maand die de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* voorafgaat.

**Art. 5.** Mogen enkel uitgesloten worden van de dekking :

1° de schade ingevolge radioactiviteit;

2° de schade voortvloeiend uit lichamelijke letsels ingevolge de blootstelling aan wettelijk verboden producten.

**Art. 6.** De verzekeringswaARBorg geldt voor de vorderingen die tijdens de geldigheidsduur van de verzekeringsovereenkomst schriftelijk worden ingesteld tegen de verzekerden of de verzekeringsonderneming op basis van een in deze overeenkomst gewaarborgde aansprakelijkheid en die betrekking hebben op schade die tijdens dezelfde duur is voorgevallen.

De waARBorg strekt zich uit tot de vorderingen die worden ingesteld binnen een termijn van tien jaar te rekenen vanaf de dag dat er een einde is gesteld aan de inschrijving op de tabel van de Orde van Architecten.

**Art. 7. § 1.** De verzekeringsonderneming stelt ten laatste op 31 maart van elk jaar aan de Raad van de Orde van Architecten een elektronische lijst ter beschikking van de architecten die bij haar een verzekeringsovereenkomst gesloten hebben met vermelding van het ondernemingsnummer en de naam van de architect, het nummer van de verzekeringspolis en de begin- en einddatum van de verzekeringsdekking.

De verzekeringsonderneming of de architect kan een verzekeringsovereenkomst niet ontbinden zonder hiervan de bevoegde Raad van de Orde van Architecten per aangetekende brief of op gelijkwaardige elektronische wijze te hebben verwittigd, ten laatste 15 dagen voor de inwerkingtreding van de opzegging waarvan hij tegelijkertijd de datum meedeelt.

De verzekeringsonderneming stelt trimestrieel de Raad van de Orde van architecten via een elektronische lijst in kennis van de verzekeringsovereenkomsten die opgezegd of geschorst zijn, of waarvan de dekking geschorst werd.

§ 2. De architectuurovereenkomst vermeldt de naam van de verzekeringsonderneming van de architect, diens polisnummer evenals de coördinaten van de Raad van de Orde van architecten die kan worden geraadpleegd met het oog op de naleving van de verzekeringsplicht.

**Art. 8.** De wet van 15 februari 2006 betreffende de uitoefening van het beroep van architect in het kader van een rechtspersoon, met uitzondering van de artikelen 11 en 14, en dit besluit treden in werking op 1 juli 2007.

De bepalingen van de wet en van dit besluit zijn van toepassing op de architectuurovereenkomsten die gesloten worden vanaf de inwerkingtreding van de wet en dit besluit.

De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de verzekeringsovereenkomsten die aangegaan worden vanaf de inwerkingtreding van de wet en dit besluit. Ze zijn ook van toepassing op de bestaande verzekeringsovereenkomsten die de architectuurovereenkomsten gesloten na de inwerkingtreding van de wet en dit besluit, dekken.

Sans préjudice de l'application des dispositions du présent arrêté, les entreprises d'assurance procèdent à l'adaptation formelle des contrats d'assurance et autres documents d'assurance aux dispositions du présent arrêté au plus tard à la date de la modification, du renouvellement, de la reconduction ou de la transformation des contrats en cours.

**Art. 9.** Notre Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions et notre Ministre qui a l'Economie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN

La Ministre des Classes moyennes,  
Mme S. LARUELLE

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van dit besluit, gaan de verzekeringsondernemingen over tot de formele aanpassing van de verzekeringsovereenkomsten en andere verzekeringsdocumenten aan de bepalingen van dit besluit ten laatste op de datum van wijziging, hernieuwing, verlenging of omvorming van de lopende overeenkomsten.

**Art. 9.** Onze Minister bevoegd voor Middenstand en Onze Minister bevoegd voor Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 2079

[C — 2007/11236]

**7 MAI 2007. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 2 avril 2001 relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique**

Le Ministre de l'Economie de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, notamment l'article 1<sup>er</sup>quinquies, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 et la loi du 22 mars 2006 et l'article 16, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985;

Vu le règlement (CE) n° 204/2006 de la Commission du 6 février 2006 portant adaptation du règlement (CEE) N°571/88 du Conseil et modifiant la décision 2000/115/CE de la Commission en vue de l'organisation des enquêtes communautaires sur la structure des exploitations agricoles en 2007;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2001 relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juin 2003 modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 2 avril 2001 relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la liste des caractéristiques, reprises en annexe de l'arrêté royal du 2 avril 2001 aux exigences du règlement (CE) N° 204/2006;

Considérant que dans l'optique de la simplification administrative, le questionnaire a fait l'objet de certaines modifications;

Vu l'avis n° 42.743/1 du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe de l'arrêté royal du 2 avril 2001 relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique, est remplacée par l'annexe, annexée au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 2007.

Bruxelles, le 7 mai 2007.

M. VERWILGHEN

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 2079

[C — 2007/11236]

**7 MEI 2007. — Ministerieel besluit tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek**

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, inzonderheid op artikel 1quinquies, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985 en 22 maart 2006, en op artikel 16, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985;

Gelet op de verordening (EG) nr. 204/2006 van de Commissie van 6 februari 2006 tot aanpassing van verordening (EEG) nr. 571/88 van de Raad en tot wijziging van beschikking 2000/115/EG van de Commissie met het oog op de organisatie van communautaire enquêtes inzake de structuur van de landbouwbedrijven in 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 juni 2003 tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

Overwegende dat de kenmerkenlijst, opgenomen als bijlage van het koninklijk besluit van 2 april 2001, dient te worden aangepast aan de vereisten van de verordening (EG) nr. 204/2006;

Overwegende dat de vragenlijst met het oog op de administratieve vereenvoudiging enkele wijzigingen heeft ondergaan;

Gelet op advies nr. 42.743/1 van de Raad van State, gegeven op 26 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** De bijlage bij het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, wordt vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 mei 2007.

Brussel, 7 mei 2007.

M. VERWILGHEN